



Créé par des militants CGT et FSU
« *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat* »
Henri Krasucki



Le mépris ça suffit !

Pourquoi, malgré une défaite électorale cuisante, Hollande poursuit-il et aggrave-t-il la même politique, cause de cette défaite ?

Ce n'est pas par aveuglement ! NON !

La crise profonde du capitalisme et la nature de l'Union européenne n'offrent en gros que 2 choix :

- OU la poursuite et l'aggravation des politiques d'austérité pour le maintien des privilèges d'une étroite oligarchie par soumission à l'Union européenne anti-sociale par construction (Grèce, Espagne, Portugal ...)
- OU la résistance aux diktats patronaux, aux directives européennes, aux marchés financiers. Tout cela passant par le refus de payer la dette, la récupération de la souveraineté populaire et nationale, de la souveraineté monétaire impliquant la sortie organisée de l'euro et de l'UE.

Il n'y a pas de troisième voie à cette alternative qui laisserait un espace à une Europe sociale, véritable arlésienne depuis des décennies, encore moins à portée depuis la phase d'aiguinement de la crise des années 2008.

Le "plan européen pour l'investissement" (260 milliards d'investissements par an sur 10 ans pour la création de 11 millions d'emplois !) proposé par la CES et repris en France par les directions de la CGT, de la CFDT la FSU et l'UNSA apparaît bien comme un leurre totalement irréaliste inscrit dans le mirage d'une Europe sociale !

C'est le refus de se dégager des contraintes mortifères imposées par l'appartenance à l'UE et l'adhésion aux objectifs et aux intérêts capitalistes qui explique l'entêtement de Hollande et du parti socialiste.

Ce débat là à l'approche des élections européennes du 25 mai prochain concerne toutes les forces qui se situent à la gauche du PS. Son enjeu devrait le rendre incontournable pour la gauche radicale encore engluée dans ses "tabous" (Aurélien Bernier).

Pour notre part, comme association, nous nous positionnons en premier lieu du point de vue syndical.

Dans le contexte actuel quelles orientations pour le mouvement syndical et la CGT en particulier ?

1. **Nous écartons la question de l'indépendance syndicale** qui le plus souvent sert de prétexte aux politiques de

collaboration de classe et d'accompagnement de la crise.

Par exemple le refus de Thierry Lepaon d'appeler à cette marche du 12 avril et les arguments évoqués ne tiennent pas la route. C'est si vrai que très nombreux sont les militants, les responsables et les structures qui ont bravé l'interdit dans de multiples expressions publiques.

2. **La résistance aux mesures prévues, à l'application du pacte Hollande-Gattaz doit s'amplifier** jusqu'à devenir incontournable : il n'y a rien à négocier de ce plan qui outre les cadeaux au MEDEF (30 milliards), les coupes sombres dans les budgets publics (- 50 milliards), prévoit une véritable agression sans précédent depuis la Libération contre la sécurité sociale et le salaire socialisé (- 10 milliards) sous prétexte cynique et manipulateur d'augmenter le salaire net !



3. L'illusion de l'Europe sociale et la fausse opposition de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) :

Certes la CES s'oppose depuis peu aux politiques d'austérité parce qu'elle craint en premier lieu qu'elles conduisent à abimer gravement l'idée même européenne et ses institutions dont elle-même est étroitement dépendante.

Mais au cours de ces 30 dernières années elle a donné son aval à pratiquement toutes les décisions anti-sociales, comme en 2002 où le sommet de Barcelone paraphé par Chirac et Jospin prévoyait l'allongement de l'âge de départ à la retraite de 5 années et approuvé le traité de Lisbonne avec Joël Decaillon représentant la CGT au secrétariat en 2007 qui remettait en cause le NON français de 2005 ! De la même manière qu'elle n'a jamais réellement mis en cause le principe d'ouverture à la concurrence qui est l'outil principal de démantèlement des services publics et de constitution de nouveaux monopoles de fait, **ceux là privés !**

C'est à la construction d'un puissant mouvement de contestation dans les entreprises, dans les régions et dans la rue qu'il faut s'atteler de manière décisive ! Cela implique pour le mouvement syndical et pour la CGT :

- d'en finir avec le "syndicalisme rassemblé" et les compromissions avec les dirigeants de la CFDT, véritables relais du pouvoir en milieu salarié.
- d'en finir avec les compromissions du "dialogue" et des "conférences sociales" qui ne visent qu'à faire cautionner par les syndicats les reculs sociaux programmés ; OUI comme le disait Henri Krasucki : "La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !!".

- de mener en grand la bataille d'idées contre les justifications du pouvoir et contre les chiens de garde des médias qui à longueur d'antenne justifient ou présentent comme incontournables leurs mesures de régression.
- Dénoncer le pacte transatlantique qui se trame en coulisse pour mieux livrer l'Europe et la France aux appétits des multinationales US en particulier.

Pour les travailleurs, pour les syndicats, pour le peuple l'heure est à la résistance, à l'audace et à la contre-offensive.

Pour montrer que ce qui a été réalisé au lendemain de la seconde guerre mondiale, que le programme du Conseil national de la Résistance sont non seulement pleinement d'actualité mais doivent être à nouveau développés, actualisés pour tenir compte des réalités sociales nouvelles de l'époque comme par exemple la question de l'autonomie et de la dépendance qui devraient à leur tour devenir une nouvelle branche de la Sécurité sociale.

Transformons le choc des municipales en puissante réplique des forces populaires à l'arrogance et au mépris des puissants afin aussi qu'aucun espace ne soit laissé à une extrême droite mensongère et menaçante en France comme dans toute l'Europe !

Le Front Syndical de Classe
9 avril 2014



Pour adhérer au Front syndical de Classe :

- Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : **Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE**
 - Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à frontsyndical.classe@laposte.net
- courriel : frontsyndical.classe@laposte.net